



ÉTHIOPIE

PLAN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE ÉCONOMIQUE
L'ÉTHIOPIE EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE

POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
CROISSANCE

INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES

RISQUES DU PAYS

COMMERCE
COVID
L'ÉTHIOPIE & LE MAROC
SYNTHÈSE



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

ZONE ECONOMIQUE COMESA

Le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) est une zone de libre-échange créée en 1994 qui comprend l'Afrique orientale et australe. Une union douanière a été créée en 2009 entre les 19 pays membres, laquelle devrait permettre une harmonisation des droits de douane. Elle comprend actuellement 21 pays.

En ce qui est de l'intégration régionale, le COMESA obtient un score faible. Le COMESA détient sa meilleure performance dans le domaine de l'intégration [commerciale](#), mais son potentiel d'amélioration dans tous les autres domaines, notamment en matière d'intégration [productive](#), est considérable. En fait, aucun pays membre de la COMESA n'obtient un score élevé en matière d'intégration commerciale, productive, [macroéconomique](#) ou [infrastructurelle](#).

Plusieurs organisations régionales travaillent en étroite collaboration avec le COMESA : la Communauté est-africaine -EAC-, l'Autorité intergouvernementale pour le développement -IGAD-, la Commission de l'Océan Indien -COI- et la Communauté de développement de l'Afrique australe -SADC-. Le COMESA entretient d'excellentes relations de travail, tant formelles qu'informelles, avec toutes ces organisations régionales. Il a signé des mémorandums d'accord avec l'EAC, l'IGAD et la COI de sorte que ces organisations ont accepté d'adopter et de mettre en œuvre les programmes du COMESA en matière de libéralisation et de facilitation des échanges. Le COMESA et la SADC ont également mis sur pied une équipe spéciale conjointe chargée d'harmoniser leurs programmes. Dans le cadre du dispositif tripartite, le COMESA, l'EAC et la SADC ont entrepris la mise en œuvre de programmes portant sur l'atténuation des effets des changements climatiques, le développement des infrastructures et du commerce, entre autres.

INSTITUTIONS

- COMESA Court of justice
- COMESA business Council
- Trade and Development Bank
- The Regional investment agency
- Africa Insurance Agency
- COMESA Monetary Institute
- The Regional Association of Energy Regulators for Eastern and Southern Africa (RAERESA)
- [PTA Reinsurance Company \(ZEP-RE\)](#)
- [Comesa Competitions Commission \(CCC\)](#)



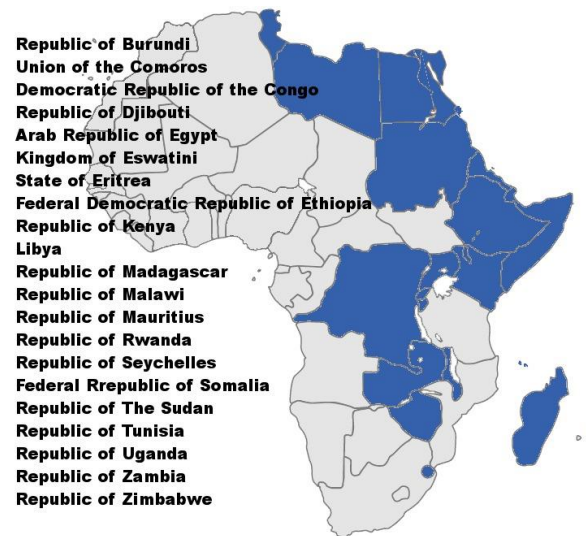
Le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) est une zone de libre-échange formée en décembre 1994 en remplacement d'une zone d'échanges préférentiels qui existait depuis 1981. Le COMESA (tel que défini par son traité) a été créé en tant qu'«*organisation d'Etats souverains libres et indépendants qui ont convenu de coopérer dans le développement de leurs ressources naturelles et humaines pour le bien de tous leurs peuples*» et comme telle, elle a une vaste série d'objectifs qui incluent nécessairement dans ses priorités la promotion de la paix et de la sécurité dans la région.

Ses États membres actuels sont les suivants: le Burundi, l'Union des Comores, la RDC, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, les Seychelles, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Parmi les vingt-et-un états membres, le Burundi, Djibouti, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe participent à la Zone de Libre-échange du COMESA.

Le siège du COMESA est à Lusaka, en Zambie.

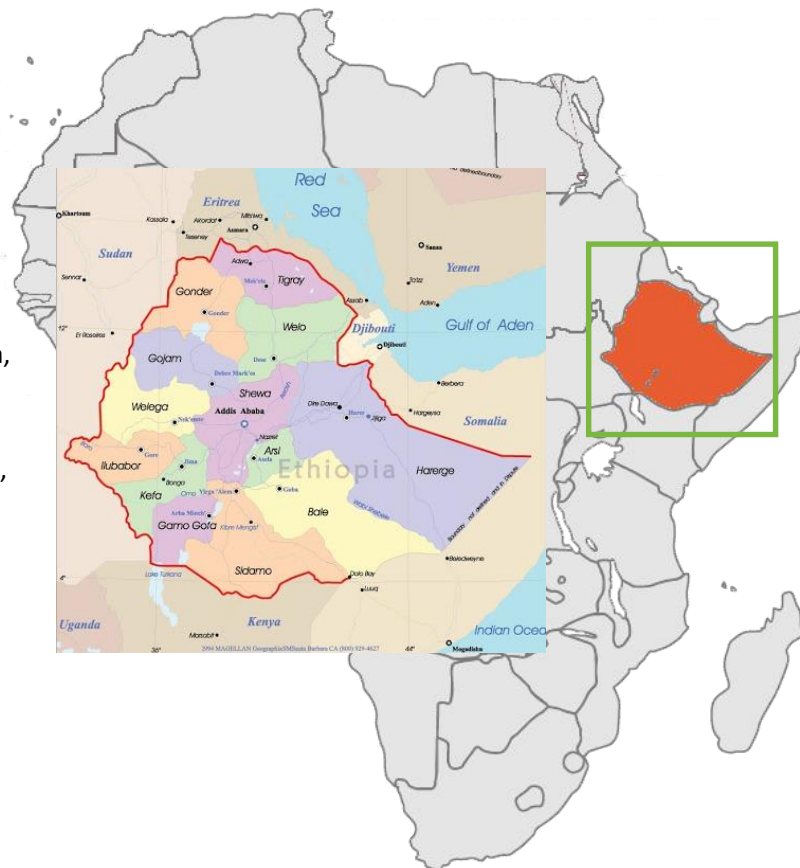
<https://www.comesa.int/>



	Ethiopie	Djibouti	Kenya	Ouganda	Tanzanie
Évaluation pays	C	C	B	C	C
Environnement des affaires	D	C	A4	C	C

1- L'ÉTHIOPIE EN BREF

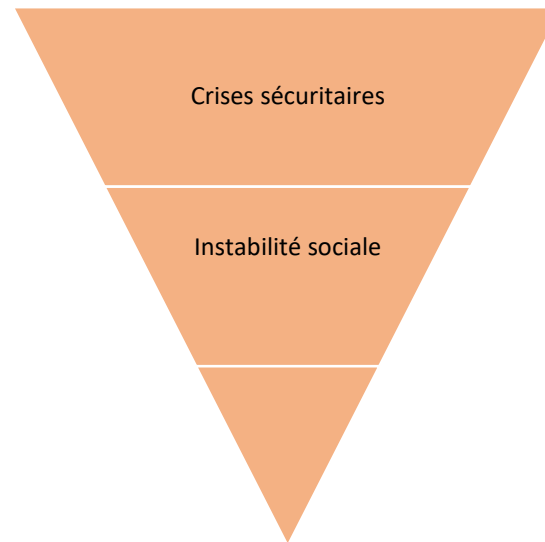
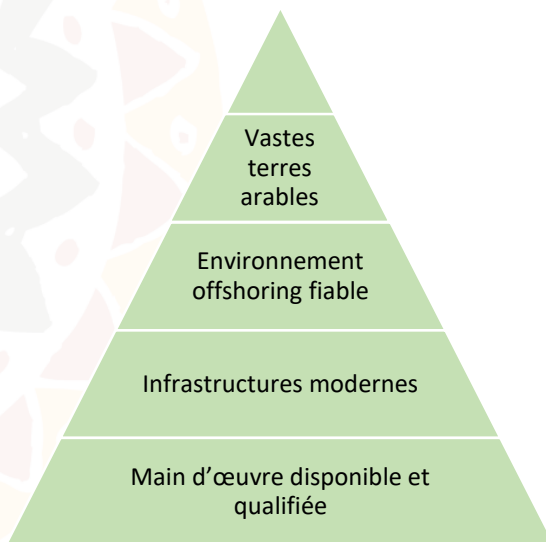
- **Pays** situé en Afrique de l'Est
- **Superficie** : 1.104.300 km²
- **Population** : 112 078 730 millions d'habitants (Banque Mondiale)
- **Capitale** : Addis-Abeba
- **Monnaie** : Birr éthiopien (ETB)
1 ETB = 0,0252 USD, 1 USD = 39,6137 ETB
1 ETB = 0,0209 EUR, 1 EUR = 47,8275 ETB
- **Langues** : Amarigna /Anglais pour les affaires
- **Autres langues** : Oromigna, le Tigrigna, le Somaligna, le Guaragigna, le Sidama, le Hadiyigna, autres. L'Anglais est la principale langue étrangère enseignée dans les écoles
- **Pays frontaliers** : Les pays limitrophes de l'Éthiopie sont l'Érythrée, le Kenya, le Soudan, Djibouti
- **PIB 2020** : 91,51 Mds \$ (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Croissance PIB 2020** : 0,0% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **PIB par habitant** : 918 \$ (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Niveau de développement** : IDH : 0,485 (2019).
- **Inflation** : 11,5% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)



1- L'ÉTHIOPIE EN BREF

La République fédérale démocratique d'**Ethiopie** est un pays enclavé et montagneux situé dans la corne nord-est de l'Afrique. L'**Ethiopie**, qui est le second pays le plus peuplé d'Afrique sub-saharienne, connaît une croissance démographique rapide. La population est très jeune et est l'une des moins urbanisée au monde.

L'Éthiopie fut la championne de la croissance en Afrique en 2018, avec 8,5 % de croissance, détrônant au passage le Ghana. De quoi poursuivre les ambitions éthiopiennes. Bénéficiant de la présence du siège de l'Union africaine, Addis-Abeba se rêve non seulement comme une puissance économique mais également diplomatique.



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique :



Libertés individuelles :



Source : [Liberté dans le monde 2019, Freedom House](#)

L'Éthiopie a connu des changements politiques sans précédent ces cinq dernières années, avec un accord de paix signé avec l'Érythrée et des réformes initiées par le Premier ministre et lauréat du prix Nobel Abiy Ahmed dans l'armée et l'administration locale. Cependant, le pays est confronté à une forte instabilité politique et à des troubles sociaux, nombre de ses États, tels que le Tigré, Sidama et Wolyata, se battant pour leur autonomie.

Le système politique du pays est l'un des plus complexes d'Afrique. Il vise à donner une plus grande autonomie aux états régionaux tout en maintenant un contrôle fort au niveau fédéral. Le parti au pouvoir - le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) - détient une écrasante majorité de 502 sièges sur 547 à la Chambre des représentants. Cependant, le parti lui-même a subi une réforme majeure en novembre 2019, lorsque le Premier ministre a unifié la plupart de ses partis constituants (à l'exception du Tigréen TPLF) en un nouveau parti - le Parti de la prospérité. Ce dernier a été officiellement fondé le 1er décembre 2019 et se présentera pour la première fois aux élections générales de mai 2020.

Liberté de la presse : 99/180

[Classement mondial de la liberté de la presse 2019, Reporters Sans Frontières](#)

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : 112 078 730
- **Accroissement naturel** : 2,6%
- **Population urbaine** : 21,2 %
- **Densité** : 109 habitants / Km²
- **Age moyen** : 18 ans
- **Espérance de vie** : Hommes : 64,4 Femmes : 68,2
- **Taux d'activité** : 83,0% (Source : OIT, Laborstat - Yearly Statistics, 2017)
- **Origines ethniques** : Oromo environ 35%, Amhara (Amara) environ 27%, Somali (Somalie) environ 6%, Tigray (Tigrinya) environ 6%, ainsi que les groupes ethniques Sidama 4%, Gurage 2%, Welaita 2%, Hadiya 2%, Afar (Affar) 2%, Gamo 1%, Gedeo 1%, Silte 1%, Kefficho 1% et autres environ 10%
- **Religion** : Chrétiens 60,8%, Musulmans 32,8%, croyances traditionnelles 4,6%, autres 1,8%
- **Taux d'alphabétisation** : 35,9%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 15%**

➤ **IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS :**

Impôt sur les sociétés (sociétés non minières) : 30%

Impôt sur les bénéfices des activités minières (à l'exclusion du pétrole, du gaz naturel et du schiste bitumineux) : 25%

Entreprises non constituées en société et entreprises individuelles : taux progressifs de 0% à 35%

0 – 7 200 ETB : 0%

7 201 – 19 400 ETB : 10%

19 401 – 38 400 ETB : 15%

38 401 – 63 600 ETB : 20%

63 601 – 93 600 ETB : 25%

93,601 – 130,800 ETB : 30%

Au-dessus de 130 800 : 35%

➤ **Dividendes:**

Résidents : 10% - Non-résidents : 10%

Intérêts : Résidents : 5% - Non-résidents : 10%

Redevances : Résidents : 5% - Non-résidents : 5%

Frais de service technique : Résidents : 2% - Non-résidents : 15%/10 % pour l'exploitation minière

<http://www.mor.gov.et/>

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES

	ÉTHIOPIE	Afrique subsaharienne	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	29,0	38,8	10,6	9,0
Temps requis pour formalités administratives (heures)	300,0	304,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en profit %	37,7	47,0	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS** : 14 554 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS** : 2 761 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES** : 4 151 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES** : 4 536 Millions \$ (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **Balance commerciale (hors services)** : -11 026 Millions \$ (Source : Banque Mondiale, 2018)
- **Commerce extérieur** : 28,7 % du PIB (Source : Banque Mondiale, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

Les principaux partenaires commerciaux de l'Éthiopie sont la Chine, les États-Unis, la Somalie, le Koweït, la Suisse et l'Arabie Saoudite. Les accords de paix signés avec l'Érythrée devraient permettre la reprise des relations économiques entre les deux pays, et l'accord de partage des eaux conclu avec l'Égypte et le Soudan sur le barrage du Nil allégera les tensions entre ces pays voisins et favorisera les relations économiques. La ligne de chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba inaugurée en janvier 2018 devrait accroître les exportations éthiopiennes de produits manufacturés.

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017	2018	2019
Importations de biens (millions USD)	19.063	16.588	16.076	15.305	14.554
Exportations de biens (millions USD)	3.825	4.612	3.163	2.704	2.761
Importations de services (millions USD)	4.612	3.627	4.844	6.129	4.151
Exportations de services (millions USD)	2.851	2.981	3.264	4.509	4.536
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	21,9	0,0	-7,5	2,2	18,5
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	-11,2	-8,1	7,7	11,8	17,7
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-12.057	-11.917	-11.206	-11.021	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	39,7	34,9	31,1	31,2	28,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	30,3	27,1	23,5	22,8	20,8
Exportations des biens et services (en % du PIB)	9,4	7,8	7,6	8,4	7,9

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Principaux services échangés

4,9 Mds USD de services exportés en 2018		6,2 Mds USD de services importés en 2018	
Transports	66,33%	Transports	65,82%
Voyages +	19,67%	Voyages +	9,87%
Services fournis / reçus des...	8,34%	Bâtiment et travaux publics	7,71%
Autres services aux entreprises ...	2,60%	Autres services aux entreprises (comptabilité, gestion, fiscalité, juridique...)	7,52%
Services informatiques et d'information	1,56%	Services informatiques et d'information	4,14%
Services financiers	1,02%	Services d'assurance	3,06%
Bâtiment et travaux publics	0,32%	Services fournis / reçus des administrations publiques	1,20%
Redevances et droits de licence	0,16%	Redevances et droits de licence	0,43%
Services d'assurance	0,01%	Services financiers	0,25%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	Éthiopie	Afrique subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	3,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	Null	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	2,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	4.017	3.310	2.516
Stocks d'IDE (millions USD)	19.097	22.407	24.923
Nombre d'investissements greenfield*	24	29	32

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Relations avec l'Union européenne

L'Éthiopie est un partenaire essentiel de l'Union européenne; elles ont noué un partenariat de longue date. En 2016, l'UE et l'Éthiopie ont signé un «engagement stratégique», qui implique une coopération étroite dans des domaines allant de la paix et de la sécurité régionales au commerce et aux investissements en passant par la migration et les déplacements forcés.

L'action menée par l'UE en Éthiopie au titre de la coopération au développement est l'une des plus importantes en Afrique et dans le monde (715 millions d'euros pour la période 2014-2020) et le pays est également l'un des principaux bénéficiaires du [fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique](#) (257,5 millions d'euros entre 2015 et 2018). L'UE apporte en outre une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. L'aide humanitaire octroyée par l'UE à ce pays a atteint 381 millions d'euros pour la période 2014-2018.

L'UE aide l'Éthiopie dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, de la santé et de la gouvernance. Ces dernières années, l'UE a davantage mis l'accent sur les domaines en rapport avec la création d'emplois, les parcs industriels et agro-industriels, la promotion des exportations et des échanges commerciaux ainsi que le développement du secteur privé.

L'Éthiopie est également devenue une destination de prédilection pour les investisseurs. Le niveau des investissements directs étrangers a connu une forte augmentation ces dernières années. Avec 23 % des exportations et 25 % des importations, l'UE reste le deuxième partenaire commercial du pays. Plus de 300 sociétés de l'UE sont présentes en Éthiopie; la plupart d'entre elles font partie du [Forum des entreprises UE-Éthiopie](#), qui est une chambre de commerce à part entière créée en 2016.

Face à la crise au Tigré, l'Union européenne a reporté sa décision sur un projet d'aide budgétaire de près de 90 millions d'euros qui devait se concrétiser avant la fin de l'année. Selon une porte-parole de la Commission européenne, qui s'exprime à la demande de la DW, l'aide sera donnée à condition que les autorités éthiopiennes accordent un accès humanitaire aux zones de conflit.

D'autres conditions sont imposées, telles que le droit des civils à chercher refuge dans les pays voisins, le rétablissement du réseau de communication et l'arrêt des propos haineux à caractère ethnique.

En revanche, l'Union européenne assure que cette mesure n'affecte pas son action humanitaire et d'aide au développement.

https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-factsheet-africa-europe_fr.pdf

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Historiquement déficitaire, la balance commerciale continue de se creuser du fait de l'économie du pays, axée sur les investissements, qui encourage fortement les importations. La balance commerciale dépend en partie des phénomènes météorologiques, qui obligent parfois l'Éthiopie, grand producteur agricole, à importer des céréales en période de sécheresse. En 2018, les exportations totales de biens et services se sont élevées à 2,83 milliards USD, tandis que les importations se sont élevées à 15,5 milliards USD, ce qui a entraîné un déficit commercial de 11,02 milliards USD (OMC). L'Éthiopie a dépensé 6,69 milliards USD en importations de services, tandis que les exportations de services ont généré 4,49 milliards USD.

L'Éthiopie est relativement ouverte au commerce international, avec un ratio commerce extérieur / PIB de 31,2% (Banque mondiale, 2018). Elle est membre de l'IGAD et du COMESA (mais n'a pas adhéré à la zone de libre-échange) et, depuis mars 2003, est sur le point d'adhérer à l'OMC. Dans le cadre de ce processus, le gouvernement restructure les tarifs douaniers. Afin de rationaliser les opportunités d'investissement, il a introduit des droits moins élevés sur les matières premières et les produits semi-finis. L'Éthiopie a également récemment signé l'Accord de libre-échange continental africain et créé des zones économiques spéciales offrant des incitations fiscales et des exemptions de droits de douane aux investisseurs. Le pays exporte principalement du café, des légumineuses, de l'or, de la viande et des produits manufacturés. Les principaux produits importés sont les huiles de pétrole, les véhicules, les médicaments, les engrais, l'huile de palme et les aéronaves.

Membre de l'Union africaine et Siège des institutions à Addis-Abeba.

Droit de douane moyen (hors produits agricoles) : 20%

Bureau éthioien des douanes: <http://www.mor.gov.et/ecaweb/index.php>

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	Éthiopie	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	11,00	7,80
Temps (jours)	32,00	27,30

Sources : Doing business / <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreconomies/ghana/starting-a-business>

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	65,6	10,4	24,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	33,9	24,8	36,9
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,8	12,6	11,0

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDÉMIE COVID 19	https://twitter.com/FMoHealth https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports/
MESURES SANITAIRES	http://www.moh.gov.et/ejcc/am/node/197
RESTRICTIONS SANITAIRES	http://www.investethiopia.gov.et/index.php/covid-19/latest-government-measures-support.html
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	http://www.investethiopia.gov.et/index.php/covid-19/latest-government-measures-support.html https://www.macmap.org/covid19
PLAN DE RELANCE	http://www.investethiopia.gov.et/index.php/covid-19/latest-government-measures-support.html https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#F
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	http://www.investethiopia.gov.et/index.php/covid-19/latest-government-measures-support.html
PLAN DE SOUTIEN AUX EXPORTATEURS	http://www.mot.gov.et/

3- RISQUES DU PAYS

Deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (plus de 104 millions d'habitants), l'Éthiopie a connu une croissance soutenue de l'ordre de 10% par an en moyenne au cours de la dernière décennie. Les principaux moteurs de la croissance sont la production agricole et les services, soutenus par l'aide au développement étrangère. Selon le FMI, la croissance du PIB s'est élevée à 7,4% en 2019. Elle devrait diminuer légèrement cette année pour s'établir à 7,2% ainsi qu'en 2021 pour atteindre 7,1% (FMI).

Si l'Éthiopie est l'un des pays africains les plus performants en termes de croissance économique, sa stratégie de développement axée sur le secteur public atteint ses limites, exacerbant les déséquilibres extérieurs et augmentant les vulnérabilités de la dette publique. Cette dernière a légèrement diminué pour s'établir à 59,1% (contre 61% précédemment). Néanmoins, le pays est toujours exposé à un risque de surendettement. Les recettes ayant été inférieures aux prévisions, les dépenses ont été réduites, limitant le déficit budgétaire à 2,5% du PIB, en deçà du budget. L'inflation est passée de 13,8% en 2018 à 14,6%, dépassant toujours l'objectif à un chiffre de la banque centrale. Le gouvernement met en œuvre la deuxième phase de son plan de croissance et de transformation (GTP II), qui se déroulera jusqu'en 2019/20. Son objectif est de continuer à développer les infrastructures physiques grâce aux investissements publics et à transformer le pays en un centre de fabrication. Les autorités ont annoncé un Plan de réforme économique local, consistant en un mélange de politiques macroéconomiques, structurelles et sectorielles, visant à remédier aux vulnérabilités et à lutter contre les goulets d'étranglement structurels qui entravent l'activité du secteur privé.

| 4- MAROC / ÉTHIOPIE

Accords récents

EN 2016 : S'inscrivant en droite ligne de l'orientation royale tendant à renforcer le partenariat Sud/Sud, ces accords constituent un cadre juridique étoffé et opérationnel, à même de structurer une collaboration fructueuse entre les gouvernements des deux pays.

- Ainsi, il a été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente sur la coopération économique, scientifique, technique et culturelle, par Nasser Bourita, ministre délégué aux Affaires étrangères et à la Coopération et Taye Atske Selassie, ministre d'Etat éthiopien aux Affaires Etrangères.

- La deuxième convention est un accord relatif aux services aériens. Elle a été signée par Nasser Bourita et Ahmed Chide, ministre éthiopien des transports.

- La troisième convention est un mémorandum d'entente en matière de promotion du commerce. Elle a été signée par Nasser Bourita et Bekele Bulado, ministre éthiopien du commerce.

- La quatrième convention tend à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. Elle a été signée par Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des Finances et Abraham Tekeste, ministre éthiopien des finances et de la coopération économique.

- La cinquième convention est un accord en matière de promotion et de protection réciproque des investissements. Elle a été signée par Mohamed Boussaid et Fitsum Arega, Commissaire de la Commission éthiopienne d'investissement.

- La sixième convention est un accord de coopération dans le domaine agricole. Elle a été signée par Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime et Eyassou Abraha, ministre éthiopien de l'agriculture et du développement des ressources naturelles.

- La septième convention est un projet d'accord de coopération dans le domaine des énergies renouvelables. Elle a été signée par M. Mustapha Bakkoury, Président de MASEN et Engineer Sileshi Bekele, Ministre éthiopien de l'eau, de l'irrigation et de l'électricité.

Cette cérémonie de signature s'est déroulée en présence des membres de la délégation officielle accompagnant le roi Mohammed VI, de plusieurs membres du gouvernement éthiopien, et d'opérateurs économiques des deux pays.

EN 2019

L'accord approuvé porte sur la protection et la promotion des investissements entre l'Ethiopie et le Maroc.

| 4- MAROC / ÉTHIOPIE

Entreprises marocaines en Éthiopie

Plusieurs entreprises marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale.

Groupe OCP (production d'engrais)

Managem (exploration aurifère)

Attijariwafa Bank (services bancaires)

Bank of Africa (services bancaires)

M2M (solutions monétiques)

Seprob (BTP)

Jesa (ingénierie industrielle)

| 5- SYNTHÈSE

Bien que le PIB par habitant ait doublé au cours des 10 dernières années, il reste l'un des plus bas au monde. La dynamique démographique et un faible niveau de développement initial rendent difficile la réduction de la pauvreté. L'espérance de vie à la naissance n'est que de 64 ans et la durée moyenne de la scolarité est de 2,4 ans. Selon la Banque mondiale, le taux de chômage en 2019 représentait 1,8% de la population active totale.

Selon le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2020](#) de la CNUCED, les entrées d'IDE en Éthiopie sont tombées à 2,5 milliards USD en 2019, contre 3,3 milliards USD en 2018 (-24%). Au total, les stocks d'IDE étaient estimés à 25 milliards USD en 2019. Les IDE ont été négativement impactés par l'instabilité dans certaines parties du pays, y compris les régions dotées de parcs industriels. Pourtant, l'Éthiopie est restée le plus grand bénéficiaire d'IDE en Afrique de l'Est, avec des investissements dans le raffinage du pétrole, l'extraction de minéraux, l'immobilier, la fabrication et les énergies renouvelables. La Chine était le plus gros investisseur en 2019, représentant 60% des projets d'IDE nouvellement approuvés, avec des investissements importants dans la fabrication et les services. Les autres principaux pays investisseurs sont l'Arabie saoudite, les États-Unis, l'Inde et la Turquie. L'agriculture (en particulier l'horticulture), la location de terres agricoles et la maroquinerie sont les secteurs qui ont traditionnellement attiré le plus d'IDE. Le pays a également profité de la crise du secteur textile bangladais pour attirer des entreprises étrangères dans l'industrie textile

L'Éthiopie se classe au 159ème rang (sur 190 économies) dans le rapport [Doing Business 2020](#) de la Banque mondiale, à la même position que celle occupée un an auparavant. Néanmoins, l'Éthiopie a progressé en matière d'enregistrement des biens. Le pays a notamment amélioré la qualité de son système d'administration foncière en publiant la liste officielle des documents nécessaires à l'enregistrement des propriétés (Doing Business). Le pays bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, et bénéficie d'un emplacement stratégique donnant accès aux marchés lucratifs du Moyen-Orient et de l'Europe (mais dépend de Djibouti pour son accès à la mer Rouge et au canal de Suez). La privatisation imminente des secteurs publics des chemins de fer, des transports maritimes, des transports aériens, de la logistique, de l'électricité et des télécommunications devrait stimuler l'investissement privé, de même que la création de zones économiques spéciales.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité élargie du Fonds (FEP), d'un montant équivalent à 2,9 milliards USD, pour aider à la mise en œuvre de ce plan. Selon le FMI, à moyen terme, les réformes macroéconomiques et structurelles devraient entraîner une réduction de la dette publique et des vulnérabilités extérieures et un renforcement de la croissance, des investissements et des exportations. Néanmoins, ces perspectives peuvent être remises en cause par des risques à la baisse, liés en particulier à l'opposition nationale aux réformes avant les prochaines élections, à la montée du protectionnisme dans le monde, à une croissance mondiale plus faible que prévu et à des chocs liés au climat. Les autorités ont également annoncé leur intention d'ouvrir les principaux secteurs économiques aux investissements privés nationaux et étrangers et à la concurrence, notamment par la privatisation, les partenariats public-privé et les accords de concession. L'implication de l'État dans l'économie reste considérable, comme l'illustre le projet de barrage du Grand Ethiopian Renaissance Dam, financé à hauteur de 4,8 milliards USD, presque entièrement par l'État.